

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRETAGNE GRANIT

LOURTUAIS
22430 Erquy

Références : 2025.039
Code AIOT : 0005502166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement BRETAGNE GRANIT implanté LOURTUAIS 22430 ERQUY. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a consisté en la vérification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRETAGNE GRANIT
- LOURTUAIS 22430 ERQUY

- Code AIOT : 0005502166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert de pierres de taille autorisée par arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 3.4.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 2.2.	Sans objet
3	Surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 3.4.	Sans objet
4	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 4.2.	Sans objet
5	Suivis écologiques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 4.2.	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 5.2.	Sans objet
7	Insertion paysagère	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 5.6.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un point de vigilance sur la tenue du registre spécifique sur les volumes d'eaux rejetées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière, notamment au niveau des secteurs :

- limite du site Nord-Est ;
- limite du site Est.

L'emplacement des capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 2 correspondants aux secteurs susmentionnés, est déterminé après accord avec l'inspection des installations classées.

Les mesures des retombées des poussières sont réalisées pendant les périodes d'activité selon une procédure normalisée (NF X 43-014) (2003).

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré tous les trois ans. La première campagne de suivi a lieu au cours de la première période de concassage.

En cas de dépassement des seuils autorisés, la fréquence de contrôle devient annuelle jusqu'à ce que les mesures respectent les seuils autorisés.

En cas de dépassement, l'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

En cas de nuisances liées aux retombées de poussières, le suivi des retombées atmosphériques totales peut être renforcé et étendu sur de nouvelles stations de mesures au droit des habitations situées sous les vents dominants.

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de mesures de retombées de poussières, les mesures ont été réalisées en activité en période d'extraction avec une scie et une pelle en fonctionnement sur l'installation.

Les valeurs de retombées de poussières sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 3.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets

Prescription contrôlée :

Au cours de chaque campagne de pompage d'exhaure et de rejet dans la canalisation extérieure au site, l'exploitant doit procéder à l'enregistrement des volumes rejetés.

Les volumes rejetés doivent être portés sur un registre spécifique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier de l'enregistrement des volumes rejetés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit tenir à disposition de l'Inspection le registre spécifique sur les volumes rejetés à l'extérieur du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux rejetées
Prescription contrôlée : Avant chaque campagne de pompage d'exhaure et de rejet, l'exploitant doit procéder à l'analyse des eaux sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO et Hydrocarbures. Pour l'ensemble des paramètres suivis, le respect des valeurs limites d'émissions, fixées dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif à l'exploitation des carrières, conditionne le démarrage de la campagne de pompage d'exhaure et de rejet. En cas d'évolution significative sur un paramètre, l'exploitant analyse cette évolution, met en œuvre les mesures correctives nécessaires et en avertit l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'une analyse des eaux est réalisée avant pompage d'exhaure et rejet. L'exploitant présente le rapport d'analyse qui porte sur les paramètres prévus: pH, MES, DCO et Hydrocarbures et montre le respect des valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit maintenir en eau le fond de fouille sur la période allant du 15 février au 15 septembre.• L'exploitant doit effectuer l'ensemble des pompages des eaux du site à l'aide d'une crépine.• L'exploitant doit maintenir en place la mare, au centre du site, durant les dix premières années d'exploitation, soit les phases 1 et 2 d'exploitation. À l'issue de cette période, l'exploitant peut procéder à sa destruction.• L'exploitant doit conserver les franges périphériques de landes et de fourrés arbustifs notamment sur le Sud par le recul obligatoire entre le périmètre du site et les emprises d'extraction.• L'exploitant doit réaliser les coupes ou débroussaillages ponctuels si besoin en début d'automne. Aucune intervention sur site n'est autorisée en dehors de la période d'activité de la carrière.• L'exploitant doit aménager des zones de refuges terrestres par la mise en place d'amas de blocs en marge Nord du plan d'eau et en marge de la mare de substitution, qui doivent être maintenus et auxquels peuvent être adjoints quelques éléments de souches ou de troncs d'arbres extraits du site formant ainsi des ensembles de type « hibernaculum ».

Constats :

Lors de l'inspection:

- l'exploitant précise qu'il n'y a aucune activité sur la période du 15 février au 15 septembre et que le fond de fouille est en eau,
- l'exploitant indique que les pompages d'exhaure en vue du rejet sont réalisés avec une crépine,
- il est constaté que la mare au centre du site est présente,
- il est constaté que les landes et fourrés en limite de périmètre sont conservés et le site est bien intégré dans le paysage,
- l'exploitant précise que les coupes ponctuelles sont réalisées en automne,
- il est constaté que les amas de blocs sont mis en place sur le site, l'exploitant indique que le Département est venu en soutien technique sur cette réalisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivis écologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 4.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Suivis écologiques

Prescription contrôlée :

Suivis écologiques

Les trois suivis écologiques sont les suivants :

1/ unsuivi des amphibiens et de leurs habitats, à une fréquence annuelle durant les 3 premières années, puis tous les 3 ans, comprenant :

- 4 campagnes de terrain couvrant la période favorable entre mars et juin ;
- un protocole identique aux suivis réalisés dans l'Espace Naturel Sensible du Cap d'ERQUY ;
- effectifs et stade de développement des différentes espèces recensées ;
- éléments de description du site : photos, pH, conductivité, profondeur maximale relevée ou estimée, morphologie des berges, diversité et recouvrement de la végétation aquatique, nature et importance de la végétation rivulaire ;
- un suivi de la végétation aquatique, dans la mare de type relevé phytosociologique ;
- un contrôle de la conformation et de l'accessibilité à la mare de substitution suite à sa réalisation ;
- la rédaction d'un bilan des observations, assorti si besoin de recommandations ou conseils pour améliorer ou optimiser l'accueil des amphibiens, transmis en fin d'année de suivi auprès des partenaires de la convention et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce suivi doit être réalisé sur le site par le Conseil Départemental des Côtes d'Armor, sur la base d'une convention. Il doit être intégré au suivi existant sur l'Espace Naturel Sensible du Cap d'ERQUY.

2/ un suivi de l'habitat patrimonial de pelouse de dalles rocheuses, à la fréquence d'une campagne de terrain estivale tous les 5 ans, comprenant :

- un suivi basé sur un relevé phytosociologique accompagné d'une photographie du site du relevé ;
- la rédaction d'un bilan des observations, transmis en fin d'année de suivi auprès des partenaires de la convention et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3/ un suivi de surveillance de la flore invasive et exogène, à la fréquence d'une campagne de terrain estivale tous les ans, avec la rédaction d'un bilan des observations avec des préconisations d'actions en cas d'arrivée d'espèces concernées ou de besoin d'ajustements des opérations de gestion réalisées, transmis, tous les 5 ans en fin de période de phasage d'exploitation, auprès des partenaires de la convention et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de suivi du peuplement reproducteur d'amphibiens sur le site réalisé en 2023, portant également sur les habitats. Ce suivi est réalisé en partenariat avec le Conseil Départemental.

L'exploitant indique que le suivi de l'habitat des pelouses de dalles rocheuses n'a pas été réalisé, l'Inspection rappelle que ce suivi doit être effectué au plus tard pour 2026.

L'exploitant précise que le surveillance de la flore invasive est réalisée en collaboration avec un agent du Grand Site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 5.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Mesures périodiques des émergences

Un contrôle de l'émergence est effectué un an au maximum après la mise en service de l'installation puis renouvelé annuellement au niveau du point de mesure « Habitation Est ».

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de mesure de la situation acoustique effectuée en 2024, qui conclut au respect des valeurs limites d'émergence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Insertion paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 5.6.

Thème(s) : Risques chroniques, Insertion paysagère

Prescription contrôlée :

Avant le début des travaux d'exploitation du site, l'exploitant doit réaliser les aménagements suivants :

- la pose d'un nouveau portail en entrée de site ;
- le renforcement de la clôture Nord tout en maintenant les écrans végétaux présents ;
- la mise en place d'une nouvelle signalisation par la pose de panneaux. Cette signalisation doit s'intégrer dans l'espace urbain que constitue l'environnement de la carrière et doit recevoir un avis de l'Architecte de Bâtiments de France avant toute installation.

Pendant toute la durée des travaux d'exploitation du site, les espaces végétalisés périphériques doivent être maintenus et l'entretien régulier des abords de la carrière le long du parking du Lourtuais et de la rue de Lourtuais (entretien des haies avec réduction au strict nécessaire, balayage de la voirie en tant que de besoin) doit être effectué afin d'assurer un ressenti visuel positif du site depuis les abords.

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que l'entrée du site est équipée d'un portail fermant à clé, la clôture Nord du site a été renforcée, la végétation est bien présente en limite de périmètre et le panneau d'identification de l'installation est installé en entrée de site.

Type de suites proposées : Sans suite